



INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral complémentaire n°65-2025-09-26-00001
modifiant à l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2010 modifié portant sur l'autorisation
d'exploiter une plateforme de compostage de déchets verts sur la commune de
Bordères-sur-l'Echez par la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V et les articles L 123-19-1 à L.123-19-7 ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;
- VU** le décret du 3 juillet 2025 portant nomination de Mme Émeline BARRIÈRE en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;
- VU** l'arrêté ministériel du 18 mars 2004 du portant mise en application obligatoire de la norme NF U 44-095 ;
- VU** l'arrêté ministériel n° DEVP1130388A du 23 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782) ;
- VU** l'arrêté ministériel n° DEVP1221724A du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 ;
- VU** l'arrêté ministériel n° DEVP1628687A du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration (rubriques n° 1532 et n° 2171) ;
- VU** l'arrêté ministériel n° TREP1800782A du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre des rubriques n° 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) et n°2716

(déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 relatif au programme d'actions national concernant les zones vulnérables ;

VU l'arrêté préfectoral n°65-2025-07-28-00001 du 28 juillet 2025 portant délégation de signature à Mme Émeline BARRIÈRE, secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

VU l'arrêté préfectoral n°20100004-02 du 4 janvier 2010 autorisant l'exploitation de la plateforme de compostage par la société Recyclage Organique Mobiles (ROM) sur la commune de Bordères-sur-l'Echez ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2023-07-21-00002 du 21 juillet 2023 modifiant à l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2010 portant sur l'autorisation d'exploiter par la société SEDE Environnement (anciennement ROM) une plate-forme de compostage de déchets verts sur la commune de Bordères-sur-l'Echez ;

VU le plan national de prévention des déchets ;

VU le plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Occitanie ;

VU la visite d'inspection du 14 mars 2025 consacrée à la gestion de la plateforme de compostage, la défense incendie, la gestion des odeurs et les modifications des installations ;

VU les dossiers de porter à connaissance déposés le 23 février 2024 complété le 18 mars 2025, le 22 avril 2024 et le 14 novembre 2024 par la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE relatif au plan d'épandage, aux modifications de process de compostage (intégration du soufre) et à une demande ponctuelle d'augmentation de l'activité de compostage de boues ;

VU le rapport de visite de l'inspection du 09 mai 2025 proposant une consultation du public par voie électronique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 65-2025-06-18-00001 du 18 juin 2025 portant organisation d'une participation du public par voie électronique (PPVE) du 7 au 22 juillet 2025 en application de l'article L. 123-19-2 et du II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 22 juillet 2025 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles dans le cadre du contradictoire ;

VU la réponse de la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE transmise le 31 juillet 2025 ;

VU le rapport de l'inspection du 9 septembre 2025 portant la synthèse de la consultation du public ;

CONSIDÉRANT l'évolution de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les conclusions de l'inspection établies à la suite de la visite d'Inspection du 14 mars 2025 mettant en évidence le besoin d'actualisation de la situation administrative du site ;

CONSIDÉRANT que les dossiers de porter à connaissance respectent les dispositions réglementaires des arrêtés ministériels du 08 janvier 1998 et 20 avril 2012 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a mis en place différentes procédures afin de prévenir le risque incendie et de maîtriser un départ de feu au niveau du stockage de pré-mélange soufré ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées par l'exploitant sont compatibles avec les plans et programmes réglementaires ;

CONSIDÉRANT que les demandes de l'exploitant, portant sur la mise en œuvre d'un plan d'épandage et la réception de soufre pur en vue de constituer un pré-mélange soufré afin de compléter le compost produit, n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R181-46 des installations classées, la modification apportée par le projet du plan d'épandage de l'exploitant est considérée comme notable mais non substantielle ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R181-46 des installations classées, la modification apportée sur le process de compostage via l'ajout de soufre n'est pas considérée comme notable ni substantielle ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article R122-2 des installations classées le projet porté par l'exploitant ne doit pas faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de compléter certaines prescriptions applicables aux activités exploitées par la société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'au regard du caractère notable des modifications proposées par l'exploitant, il est jugé nécessaire de prévoir une participation du public sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU que cette procédure a vocation à faire application du principe de participation du public prévu à l'article 7 de la Charte de l'environnement aux décisions ayant une incidence sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'absence d'observation formulée lors de la PPVE susmentionnée ;

SUR PROPOSITION de Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – MISE À JOUR DES ACTIVITÉS AUTORISÉES SUR LE SITE

L'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°65-2023-07-21-0002 du 21 juillet 2023 est abrogé et remplacé comme suit :

La société VEOLIA AGRICULTURE FRANCE, dont le siège social est situé 1 rue de la Fontainerie CS 60175 – 62 003 ARRAS Cedex, est autorisée à exploiter une plate-forme de compostage sur son site implanté rue Gayan sur la commune de Bordères-sur-l'Echez (65320) pour les installations suivantes :

N° de la rubrique	Libellé de la rubrique	Installations	Caractéristiques techniques		Régime en vigueur
2780-3-B	1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :	installation de compostage de déchets verts	23 200 t/an de déchets verts	74 t/jour	E
	2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de stations d'épurations des eaux urbaines, de papeteries, d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélanges avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1	Installation de compostage de boues issues de stations d'épurations collectives et de biodéchets des ménages	4 600 t/an de boues 400 t/an de biodéchets des ménages	28 200 T au total de déchets verts, effluents d'élevage, boues, biodéchets.	
	3. Compostage d'autres déchets.				

N° de la rubrique	Libellé de la rubrique	Installations	Caractéristiques techniques	Régime en vigueur
1532-2-b	<p>Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et mentionnés à la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510,</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>b) Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p>	Stockage de bois	10 000 m ³ de Bois, souche, tronc, grume, plaquette forestière, pellet.	D
2714-2	<p>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchoucs, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	Transit et regroupement de bois	800 m ³ de bois présent à un instant t.	D
2716-2	<p>Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³.</p>	Regroupement et préparation de cendres de chaufferie biomasse et déjections animales	950 m ³ de cendres de chaufferie biomasse et de déjections animales.	DC
2171	<p>Dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole.</p> <p>Le dépôt étant supérieur à 200 m³</p>	Dépôts de fumier toutes espèces	5 000 m ³ de fumier toutes espèces (équin, bovin, caprin, ovin, volaille)	D
2170-2	<p>Fabrication des engrais, amendements et supports de culture à partir de matières organiques, à l'exclusion des rubriques 2780 et 2781</p> <p>2. Lorsque la capacité de</p>	Fabrication d'amendements organiques complétés	9 t/j sur 365 j/an	D

N° de la rubrique	Libellé de la rubrique	Installations	Caractéristiques techniques	Régime en vigueur
	production est supérieure à 1 t/j et inférieure à 10 t/j.			
2794-2	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 30 t/j.	Installation de broyage de végétaux	25 t/j	D

Régime : D (déclaration) et E (enregistrement).

ARTICLE 2 - RÉCEPTION DE SOUFRE PUR ET DE PRÉ-MÉLANGE SOUFRÉ

Avant toute réception de soufre pur ou de pré-mélange soufré, l'exploitant s'assure que :

- la zone de stockage a été arrosée. L'arrosage est adapté en fonction des conditions météorologiques afin de garantir un taux d'humidité suffisant ;
- le personnel a été sensibilisé à la manipulation de produit contenant du soufre ;
- le personnel a réalisé, à minima une fois par an, un exercice incendie spécifique au risque lié à la manipulation de produit contenant du soufre. Chaque exercice incendie fait l'objet d'un compte-rendu. Un suivi des voies d'amélioration est réalisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ;
- le personnel dispose des équipements de protection individuelle (EPI) spécifiques à la manipulation de produit contenant du soufre (détecteur de SO₂, tenues risque chimique, masque et filtre à cartouche, etc.).

Les engins manipulant le soufre pur ou pré-mélange soufré doivent être équipés de lame anti-étincelle.

ARTICLE 3 - STOCKAGE DE PRÉ-MÉLANGE SOUFRÉ

Le pré-mélange soufré est stocké, dans une zone spécifique, physiquement délimitée, et clairement identifiée. Le stock de pré-mélange soufré est arrosé en fin de journée et après chaque manipulation.

La température du stock de pré-mélange soufré est surveillée quotidiennement et enregistrée automatiquement toutes les heures.

Une consigne définit les mesures à mettre en œuvre en cas de température élevée (supérieure à 85 °C).

ARTICLE 4 - RISQUE INCENDIE

L'exploitant assure :

- une surveillance régulière et constante du stock de pré-mélange soufré de la phase de réception jusqu'au conditionnement en produits finis ;
- l'installation d'un système d'arrosage disponible à proximité immédiate de la zone de stockage du pré-mélange soufré ;
- une ronde de surveillance systématique en fin de journée, réalisée par un agent d'exploitation équipé d'une caméra thermique.

Une consigne définit les mesures à mettre en œuvre en cas de départ d'incendie au niveau du stock de pré-mélange soufré.

ARTICLE 5 – DISPOSITION GÉNÉRALES DU PLAN D'ÉPANDAGE

L'exploitant respecte les dispositions réglementaires de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780.

On entend par épandage toute application de déchets ou d'effluents sur ou dans les sols agricoles.

Les effluents générés par les installations de compostage sont collectés, subissent un pré traitement préalable avant stockage dans deux bassins d'une capacité totale de 4 550 m³. Ces effluents sont en priorité réutilisés sur le site pour l'arrosage des matières en cours de compostage.

En cas d'excédent, ces derniers sont valorisés par épandage sur les parcelles identifiées dans l'étude d'épandage présentée par le dossier de porter à connaissance du 23 février 2024 dont la mise à jour a été transmise le 18 mars 2025.

Les dispositions techniques d'épandage sont réalisées conformément au dossier de porter à connaissance de l'exploitant susvisé.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des justificatifs attestant de la validité du circuit de gestion de ses effluents.

Les doses maximales préconisées dans le plan d'épandage porté par l'exploitant sont respectées.

Tout épandage réalisé en dehors des périodes autorisées par l'arrêté du 30 janvier 2023 relatif au programme d'actions national concernant les zones vulnérables est interdit.

Les analyses des sols et des déchets prévues au dossier de porter à connaissance du 23 février 2024 complété le 18 mars 2025 sont réalisées par un organisme compétent extérieur.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de s'assurer que l'épandage des effluents est réalisé en dehors de toutes périodes pluvieuses et sur des sols non saturés en eau.

Enfin, l'épandage ne peut être réalisé que si des conventions ont été établies entre l'exploitant et les agriculteurs des parcelles agricoles concernées par l'épandage.

ARTICLE 6 – RÉFÉRENCE PARCELLAIRE DU PLAN D'ÉPANDAGE

L'épandage des effluents résiduels des activités du site de Bordères-sur-l'Echez est réalisé sur les parcelles identifiées à l'annexe 4 du dossier de porter à connaissance du 23 février 2024 complété le 18 mars 2025.

Tout changement de référence cadastrale devra faire l'objet d'une demande d'actualisation du plan d'épandage adressée à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées.

ARTICLE 7 – MODALITÉ DE SURVEILLANCE

L'exploitant met en place un programme annuel prévisionnel d'épandage conformément à son dossier de porter à connaissance du 23 février 2024 complété le 18 mars 2025.

Un plan de surveillance des sols est également mis en œuvre au moyen de quatre analyses physico-chimiques des sols. Un bilan agronomique sera transmis annuellement à l'inspection des installations classées.

Dans tous les cas, l'exploitant respecte les modalités de surveillance prévues à l'article 49 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012.

ARTICLE 8 – INFORMATION DES TIERS

- Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Bordères-sur-l'Echez et pourra y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté sera affiché en mairie de Bordères-sur-l'Echez pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par le M. le maire de Bordères-sur-l'Echez et sera envoyé à la préfecture – DCPAT - bureau de l'environnement.
- Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hautes-Pyrénées pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9 – EXÉCUTION

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
- M. le maire de Bordères-sur-l'Echez,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

Pour notification à M. le président de la société VEOLIA AGRICULTURE

Fait à Tarbes, le **26 SEP. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Emeline BARRIÈRE

Délai et voie de recours

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-50 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.